

# F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section des Pyrénées Orientales de la Fédération Syndicale Unitaire  
**Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Justice, Formation, Insertion**

## Lutter contre les vents mauvais.

Rentrée inédite à bien des égards que celle de septembre 2014, après la dissolution précipitée du gouvernement Valls1 et la formation du gouvernement Valls 2 quelques jours après. En dépit des péripéties gouvernementales, très vite, à l'image d'un Président seul sous la pluie sur l'Île de Sein, les nuages continuent à s'amonceler.

Le gouvernement et le chef de l'Etat continuent à affronter les conséquences de la politique d'austérité qui plombent le vaisseau France, mais loin d'infléchir une ligne contestée par une majorité de nos concitoyens, François Hollande et Manuel Valls (1 ou 2) confirment et accentuent leurs choix.

Lors de la dernière conférence de presse, François Hollande a renoué avec une tournure stylistique, l'anaphore, rendue célèbre par sa formule « moi président », en répétant à maintes reprises ce jeudi la formule « pas facile de... ».

« Pas facile, quand on a été élu comme je l'ai été par des personnes souvent modestes, d'expliquer qu'il convenait d'abord de distribuer des soutiens aux entreprises ». « Je l'ai fait ». « C'est pas facile de faire la réforme pour la dépense publique ». « Je l'ai fait ». « Pas facile d'aller demander des impôts supplémentaires ». « Je l'ai assumé ». « C'est pas facile de faire des réformes du marché du travail ». « Pas facile de faire la réforme territoriale ». « Eh bien oui, j'ai fait toutes ces réformes ».

Pendant tout l'été les salariés mobilisés (intermittents, cheminots, ...) se sont vu opposer une fin de non-recevoir particulièrement dure. Les chômeurs ont été livrés à la vindicte populaire, comme si leur situation était la conséquence de choix personnels. Les amabilités le gouvernement Valls les réserve au MEDEF : « j'aime l'entreprise ».

Après la multiplication des cadeaux fiscaux CICE, Pacte de Responsabilité, qui situent les exonérations allouées aux entreprises à un niveau rarement atteint, Le MEDEF n'hésite pas à demander toujours plus. Rarement il est allé si loin dans ses revendications antisociales: extension du travail le dimanche, suppression de deux jours fériés, création d'un sous smic pour les chômeurs, lissage des seuils sociaux, effeuillage du Code du Travail, ... . Selon une estimation au doigt mouillé cela permettrait de créer entre 700 000 à 1 600 000 emplois, ... à la louche.

Pour financer cela, le gouvernement rogne sur les dépenses publiques, et les perspectives d'une croissance presque nulle, n'augurent rien de très réjouissant pour un avenir proche. L'heure n'est pas aux attermolements, la politique d'austérité renforcée ne peut que contribuer à aggraver la situation, c'est d'une autre politique que le pays a besoin aujourd'hui. Elle passe par la relance du pouvoir d'achat, par les services publics et le renforcement des solidarités.

Dans les semaines qui viennent la FSU s'emploiera à construire une unité syndicale dans le cadre de la Fonction Publique pour l'emploi, nos statuts, la revalorisation des salaires, la fin du gel du point d'indice. Elle travaillera à la construction d'une action forte sur ces sujets. Même si la voie qui est ouverte devant nous est étroite, elle reste l'unique moyen aujourd'hui de ne pas laisser la République dériver vers le pire.

En décembre l'ensemble des fonctionnaires votera pour désigner leurs représentants. Il est important de renforcer la place de la FSU.

Que des vents favorables portent nos actions à venir.

Gérard Gironell-SD FSU 66

## BONNE RENTREE A TOU-TE-S



### Sommaire :

- P2- Education
- P3- Lettre aux agents de la FP.
- P 4&5- Action retraités du 30/09- Communiqué FSU 66 à propos de la HEART
- P6- AED/CUI-RESF et Sans Papiers-Elections pro
- P7-Réaction conf. de presse du Président de la République- Injustice fiscale-Répression contre les chômeurs.
- P8-Elections pro: Appel à voter FSU

Intersyndicale des organisations de retraités  
**JOURNÉE NATIONALE  
D'ACTION DES RETRAITÉS**

**PERPIGNAN**  
**Mardi 30 septembre**  
**rassemblement 10 H**  
**Palais des congrès**

**Novembre journée d'action  
dans l'éducation.**

Des précisions seront données ultérieurement dans le numéro hors série de novembre



**Elections professionnelles 27 novembre - 4 décembre 2014**

Commissions Administratives Paritaires et Conseils Techniques

**Votez pour la FSU et pour ses Syndicats Nationaux**

**LA FONCTION PUBLIQUE EST VOTRE CHOIX, VOUS DEFENDRE NOTRE COMBAT.**

## Second degré : nouvelle rentrée, nouvelle ministre mais ...

... Des problèmes qui s'aggravent ! Tel pourrait être le résumé de cette reprise dans les PO. Le changement est définitivement tombé aux oubliettes.

Concrètement, dans nos collèges et nos lycées, cette rentrée s'est faite sous le signe d'un indescriptible « pagaille ». Nous en avons déjà eu l'augure en juin-juillet : un mouvement de mutations intra particulièrement bloqué avec des postes retirés au dernier moment et même la tentative de sortir de leur affectation des collègues titulaires pour affecter des stagiaires sur leur service ! La mobilisation a été forte dans les collèges Jean Moulin, St Exupéry, St André ou Céret ... Plus de 70 collègues rassemblés devant l'Inspection Académique un 9 juillet, nous avons rarement vu cela. Le SNES est intervenu à tous les niveaux jusqu'à la fin du mois de juillet pour rétablir nos collègues dans leur droit. Résultats : une belle victoire car les cinq cas ont été résolus. C'est la preuve, s'il en fallait une, que la mobilisation collective est capable de remporter des victoires. Gardons cet état d'esprit collectif pour les luttes à venir.

Malheureusement, la suite a été moins réjouissante avec de nombreux cas de collègues mal nommés : collègues en complément de service, stagiaires (plus de 100 accueillis dans les PO), TZR, non titulaires ... Le nombre de collègues mal traités est en forte croissance. Le S2 a réactivé un collectif TZR depuis fin août. Il se réunira à nouveau le mardi 7 octobre.

Sans oublier, bien entendu, le tube de cette rentrée : les effectifs surchargés ! Pour économiser des moyens, la recette est facile, on « bourre les classes ». La démographie scolaire des PO est en pleine croissance mais les moyens ne suivent pas : les conditions de travail des élèves et des personnels se dégradent.

Cette rentrée se déroule dans un contexte économique, social et politique difficile. Plus que jamais nos collègues auront besoin de l'aide du SNES. Le mécontentement est partout présent mais il ne doit pas se transformer en découragement. Le Snes 66 souhaite cette année prioritairement venir dans les établissements rencontrer les collègues et débattre avec eux. L'équipe militante du S2 a déjà commencé ses visites. Afin de resserrer les liens entre le S2, les militants et les syndiqués, nous vous proposons un stage départemental de formation syndicale le vendredi 7 novembre 2014 au lycée Rosa Luxembourg de Canet.

Le SNES 66 vous souhaite, malgré tout, une bonne rentrée 2014. Pour le SNES, 2014-2015 sera une nouvelle année d'action, de mobilisation et de défense des personnels.

**Marc MOLINER – SNES**



## Premier degré : climat d'exaspération.

Les écoles primaires sont en proie à un climat d'exaspération. Le mécontentement voire la colère s'expriment sur la question des rythmes scolaires devant le refus du ministre d'ouvrir des négociations pour remettre à plat cette réforme. Celle-ci est le révélateur d'une dégradation des conditions de travail. Dans une école abimée par des années de suppressions massives de postes, les conditions d'exercice du métier restent très difficiles, voire se dégradent en France comme dans les P.O. Effectifs dans les classes trop chargés, élèves en difficulté insuffisamment aidés, formation continue inexistante, ... tel est le quotidien des enseignants du primaire. Dans les médias, le ministre parle déjà d'acte II de la refondation. Dans les écoles, les enseignants cherchent en vain la déclinaison du premier acte.

Même si nous ne sommes plus à l'ère des suppressions de postes, l'investissement pour le primaire inscrit dans le budget 2014 est insuffisant. La rentrée 2014 voit 2355 créations de postes d'enseignants dans les écoles, le reste des 4 980 affichés au budget finançant la formation initiale. Ces postes seront donc consacrés majoritairement à absorber la hausse démographique de 30 000 élèves supplémentaires attendus. En conséquence, la diminution des effectifs par classe, le déploiement des nouveaux dispositifs (plus de maîtres, scolarisation des moins de 3 ans), la réhabilitation des RASED, le renouveau de la formation continue sont loin d'être à la hauteur des engagements de même que les décisions qui peuvent être prises dans le cadre des discussions sur les « chantiers métiers » (allègement de service en Eclair ou amélioration des décharges de direction).

Ce budget ne permettra pas d'enclencher la transformation du fonctionnement pédagogique de l'école au service d'une meilleure réussite des élèves et ne permettra pas l'amélioration des conditions de travail des enseignants.

Dans notre département, pour le premier degré, les prévisions font état de 488 élèves supplémentaires pour une dotation départementale de 10 postes, ce qui ne permettra pas d'accompagner la hausse démographique. **La priorité à la rentrée 2014 n'est donc pas la modification des rythmes scolaires mais l'attribution de moyens pour combler le sous-investissement dans le 1er degré.**

Pour le SNUipp FSU, il est plus que temps de concrétiser le changement dans les écoles. Ce dont l'école a besoin, ce sont des avancées concrètes et très vite !

**Jérôme GUY – SNUipp**

## Il faut le dire : tout le monde n'a pas la même conception de la défense de l'Ecole Publique !

Lors du Comité Technique Spécial d'ajustement de rentrée 1er degré, les représentants de la FSU (6 représentants sur 10) ont pu mettre l'accent sur l'insuffisance notoire des moyens alloués à notre département pour contenir la poussée démographique ( 5 postes pour 488 élèves de plus soit 1 poste pour 100 élèves de plus).

La FSU a pu montrer que près de 24 écoles de notre département souffraient d'un sureffectif critique. L'administration a répondu à notre alerte par une gestion de cavalerie : fermer des postes dans 4 écoles pour en ouvrir 8, finançant les quatre dernier postes en puisant sur la réserve de remplacement.

Un vote unanime des 10 représentants du personnel aurait forcé le DASEN à sursoir, et à convoquer un nouveau CTSD, retardant d'autant les décisions. C'est sans doute pour cela que le représentant de UER (Union pour l'Ecole républicaine : alliance entre le SNCL, SNALC, ...) et son suppléant n'ont pas jugé utile de rester jusqu'au bout de la réunion.

Un vote unanime aurait permis de créer les mobilisations nécessaires pour faire pression sur l'administration et faire bouger les lignes.

GG



La rentrée sociale a été marquée par un changement de gouvernement. Mais si les ministres se succèdent, les problèmes et les inquiétudes demeurent : emploi, conditions de travail, pouvoir d'achat, salaires, prestations sociales, sortie de crise, avenir de la Fonction publique et des services publics...La politique d'austérité se poursuit. Quel avenir prépare-t-on ainsi ?

Le déficit de confiance en l'avenir est réel.

Pourtant la France est un pays riche. C'est la deuxième puissance européenne, la cinquième puissance mondiale. Et la France est riche aussi de son modèle social, de sa Fonction publique, de ses services publics, de sa culture, de ses valeurs de liberté, de fraternité et d'égalité.

Tous les services que votre travail quotidien permet de rendre aux usagers en sont de beaux exemples.

A l'éducation, la santé, la justice, la culture, l'agriculture et l'écologie dans les collectivités territoriales...c'est vous qui faites vivre les services publics au quotidien et ce dans des conditions parfois difficiles. Plus que jamais, en cette période de crise, notre pays a besoin de vous. Et pourtant, votre engagement est loin d'être reconnu à sa juste valeur. Pour la FSU, il faut que cela change ! Alors que des entreprises bénéficient de cadeaux fiscaux sans contrôle suffisant ni garantie, le gouvernement réduit les dépenses publiques au détriment du pouvoir d'achat des salariés notamment des fonctionnaires et de la qualité des services rendus aux usagers.

C'est socialement injuste et économiquement inefficace.

La FSU, convaincue qu'une autre politique sociale et économique est possible, continue d'exiger une meilleure répartition des richesses produites qui nécessite notamment une réelle réforme fiscale, une relance par l'augmentation du pouvoir d'achat, qui suppose aussi de mettre immédiatement fin au gel de la valeur du point d'indice et d'ouvrir sans délai des négociations salariales pour tous, d'investir dans tous les services publics et la Fonction publique, de créer les emplois nécessaires.

La Fonction publique avec l'ensemble des services publics doit pouvoir jouer tout son rôle dans la relance de l'activité de notre pays, dans la lutte contre les inégalités et dans l'anticipation des mutations à venir. Ces défis se relèvent dès l'Ecole qui doit avoir les possibilités réelles de préparer l'avenir. Et l'ensemble de la fonction publique doit avoir les moyens de rendre les services de qualité indispensables aux usagers sur tout le territoire.

La FSU reste convaincue que la défense de l'intérêt général est essentielle au XXIème siècle. La fonction publique est bien un investissement et non une charge. C'est une chance pour notre société en quête de justice et de solidarité.

Dans ce moment de crise économique et sociale intense, à l'heure où il est question de réforme de l'Etat et de réforme territoriale, la FSU poursuit son action déterminée pour la défense et l'amélioration de la fonction publique et la situation de toutes et tous ses agents. Elle recherche pour cela l'unité intersyndicale la plus large.

Pour renforcer la FSU, adhérez à l'un de ses syndicats qui représentent votre profession.

Avec la FSU, restons mobilisés pour faire entendre votre voix, pour défendre vos droits et le service public.

Les Lilas, 8 septembre 2014

**Bernadette Groison—Secrétaire Générale de la FSU**



## NOUVELLE MOBILISATION DES RETRAITE(E)S LE 30 SEPTEMBRE

### Une politique hostile aux personnes retraitées

Le 3 juin 2014, nos organisations syndicales et associations de retraité(e)s ont organisé une très forte manifestation nationale à Paris et des rassemblements dans les départements pour protester contre la politique menée par le gouvernement. Pour l'essentiel, le gouvernement est resté sourd à nos demandes, mais il s'est senti tout de même obligé de donner un minimum de suites aux discussions engagées fin 2013 et début 2014 sur l'adaptation de la société au vieillissement, dossier qui était reporté d'année en année depuis trop longtemps. Un projet de loi est en cours d'examen devant le Parlement ; ceci aboutira à un texte qui sera loin de répondre à nos revendications, mais pourra servir d'ancrage pour de prochaines étapes.

En matière de pouvoir d'achat, rien de positif n'a été fait par le gouvernement, bien au contraire. Depuis plusieurs années, les pensions étaient revalorisées chaque 1<sup>er</sup> avril à partir d'un calcul effectué en fonction des prévisions d'inflation. Une loi du 20 janvier 2014 a repoussé cette date de revalorisation au 1<sup>er</sup> octobre 2014. Par la suite, le gouvernement a décidé du gel des pensions de retraites jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2015 ; la revalorisation prévue en 2014 a donc été reportée au 1<sup>er</sup> octobre 2015. Se déclarant attentif aux plus pauvres, le gouvernement a décidé que les retraités dont le montant total de la pension est inférieur à 1 200 euros bruts par mois bénéficieraient de la revalorisation au 1<sup>er</sup> octobre 2014. Et maintenant, même cette petite mesure d'apaisement est remise en cause : il n'y aura pas de revalorisation des petites pensions au 1<sup>er</sup> octobre 2014 !

### De l'argent, il y en a !

Le gouvernement actuel poursuit la politique de partage de plus en plus inégalitaire des richesses produites menée par les gouvernements depuis trop d'années. Les mises en cause des retraites, les mesures fiscales prises pour récupérer de l'impôt sur le revenu de certaines catégories de contribuables (fiscalisation de la bonification des pensions des retraités ayant eu au moins trois enfants, suppression de la 1/2 part, etc), l'augmentation de la TVA, les déremboursements de l'assurance maladie, etc, sont faites pour éponger plus ou moins les milliards versés aux « entreprises », soi-disant pour créer des emplois. Quand un gouvernement verse environ 220 milliards d'euros d'aides publiques sans contrôles ni contreparties, quand un gouvernement continue de se montrer très laxiste à l'égard de la grande fraude, quand un gouvernement permet que les multinationales du CAC 40 ne payent pratiquement aucun impôt sur les sociétés, à la différence des PME, c'est bien qu'il y a de l'argent.

### Il faut d'autres choix.

Nous n'acceptons pas les 10 milliards « d'économies » pris sur l'assurance maladie. Ce sera encore un détournement de nos cotisations sociales et un accès aux soins plus difficile pour nombre de personnes âgées notamment.

Nous n'acceptons pas les 18 milliards « d'économies » faits sur le fonctionnement de l'Etat et les 11 milliards pris aux collectivités locales. Ce sont de nouveaux reculs des services publics, des services sociaux, des services de proximité et d'aide à la personne.

La baisse continue du pouvoir d'achat des retraités n'est pas la bonne réponse à l'amélioration de la situation financière des régimes de retraites. Ce qu'il faut, c'est la création d'emplois, nombreux et bien rémunérés, l'égalité des salaires entre hommes et femmes, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales qui ne créent pas d'emplois et coûtent cher à la collectivité, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises. Les politiques d'austérité à l'égard du plus grand nombre réduisent le pouvoir d'achat du plus grand nombre, provoquent des situations sociales intolérables, et réduisent fortement la demande intérieure. Ceci conduit à une augmentation du chômage, à une baisse des rentrées fiscales et sociales, à un accroissement des déficits publics, ... à de nouvelles coupes dans les dépenses publiques ... et à une nouvelle accentuation des inégalités. Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

### Mobilisation pour nos revendications le 30 septembre

Déjà dans des départements, des initiatives sont prises pour manifester ensemble pour nos revendications le 30 septembre (veille du 1<sup>er</sup> octobre), principalement devant les préfectures, qui représentent le gouvernement. S'y retrouvent les équipes de nos diverses organisations syndicales et associations, en fonction de leurs moyens et possibilités. Partout, il faut favoriser ces rassemblements unitaires, sur la base de nos revendications : contre le gel des pensions ; pour l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités ; pour le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1<sup>er</sup> janvier de l'année ; pour une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement basée sur une solidarité intergénérationnelle et ne laissant pas de restes à charge aux personnes en perte d'autonomie et à leurs familles ; pour le développement et le renforcement de services publics de qualité indispensables au mieux vivre individuel et collectif (santé, transports, culture, sécurité, etc).

# Le 30 Septembre...

## On marche !

Avis aux retraités de la FSU et à tous les autres : le 30 septembre, il ne faut rien prévoir d'autre que de descendre dans la rue. Une nouvelle fois ! Vous allez me dire ! Eh bien oui, une nouvelle fois ; et ce n'est peut-être pas fini. Et s'il fallait une dernière raison pour cela, les informations de ce samedi confirment que la cupidité du gouvernement l'a incité à revenir sur un engagement à ne pas faire subir aux petites retraites le blocage qu'il opérait sur les moins petites. Il avait été prévu d'augmenter les retraites de moins de 1200 euro : eh bien, ce n'était pas vrai, les « couillounets » qui y ont cru ont eu tort. Il n'y aura rien jusqu'à fin 2015 pour personne. Ça c'est de la justice à l'état pur.

Même le quotidien local qui est d'une prudence de sioux dans les revendications sociales trouve que c'est un peu fort de café.

Le 30 septembre, les organisations de retraités, dans leur quasi-unanimité, ont décidé dans la suite de l'action du 3 juin d'appeler à l'action, pour défendre un droit qui est de plus en plus réduit. Et ce n'est pas le projet de loi sur le vieillissement qui a fait l'ouverture à l'assemblée nationale

qui va changer quoi que ce soit, puisque là aussi l'application est retardée, les financements sont réduits et l'objet étroitement limité à des actions peu onéreuses.

Il faut se féliciter de la convergence de vue des organisations de retraités et des pratiques unitaires qui se poursuivent. Il nous revient de leur donner toute la force nécessaire pour faire reculer un gouvernement qui semble avoir perdu le sens des réalités. Le 30 Septembre... à vos chaussures de marche.

Contre le gel des pensions, pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités et le retour à une revalorisation annuelle, pour une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement, pour le développement de services publics de qualité.

L'heure et le lieu de la manifestation départementale ne sont pas encore finalisés : il y a de fortes chances pour que ce soit en fin de matinée dans les parages du centre-ville. Lisez la presse quotidienne et visitez le site du SNES ou de la FSU. Ou bien soyons modernes ! Communiquez votre adresse-mail à la FSU.

Jean-Marie Philibert – SFR FSU 66.

**PERPIGNAN**  
**Mardi 30 septembre**  
**journee nationale d'action des**  
**retraités**  
**rassemblement 10 H**  
**Palais des congrès PERPIGNAN,**  
**et manifestation**  
**en direction de la Préfecture**  
**et du Conseil général.**



## Communiqué de presse de la FSU 66

### Perpignan : la haute école d'art de ne doit pas disparaître

Alors que la municipalité poursuit le projet de relocaliser les étudiants en centre-ville, persistera-t-elle dans son projet de fermeture de la Haute Ecole d'Art de Perpignan ? Pour la FSU ce projet de fermeture est complètement anachronique avec le discours exprimé par la municipalité dans les médias.

Le maintien de la décision de fermeture du premier cycle est une condamnation sans appel de l'école supérieure d'art de Perpignan. Outre la disparition d'un établissement culturel historique et pourtant si nécessaire, cette fermeture contribuerait à la dévitalisation du centre-ville ; elle pose aussi la question de la pérennité du Centre d'Art Contemporain qui lui est accolé.

Pour la FSU l'école supérieure d'art est un équipement de proximité qui propose des possibilités de poursuite d'études à des jeunes issus de milieux sociaux modestes qui n'ont pas les moyens de le faire ailleurs.

La FSU demande à la municipalité de reconsidérer ce dossier car la fermeture est une décision qui à terme pourrait s'avérer coûteuse par ses effets induits. Dans un contexte de restrictions budgétaires, où pour l'Etat la culture n'est pas une priorité, la question de la survie financière de cette école doit être reconsidérée et des solutions recherchées. Au-delà de la question de la survie de l'école c'est bien la question de la place de la culture dans la cité qui est posée, celle de l'offre culturelle, de l'offre de formation et de son maillage territorial.

Pour la FSU 66 une école supérieure d'art a toute sa place dans une ville comme Perpignan. La FSU 66 apporte son soutien aux personnels et étudiants en lutte pour la survie d'un équipement éducatif et culturel si nécessaire pour nos concitoyens.

**Plus de service Public, c'est plus de Solidarité**  
**Missions, statut, emplois et carrières, renforçons l'audience de la FSU**



## AED/CUI : de qui se moque-t-on?

La rentrée des élèves en situation de handicap a eu lieu avec une nouveauté: les personnels recrutés pour les assister le sont désormais sous la terminologie d'AESH (Accompagnant d'Élèves en Situation de Handicap). Une nouvelle appellation mais pas encore de définition ni de statut de ce nouveau **métier sans formation adéquate**.

Même si nous pouvons nous réjouir de la fin de la valse des contrats avec la CDIisation, elle ne concerne à ce jour dans les Pyrénées Orientales que 11 agents, et, à terme, qu'un tiers des personnels en charge des élèves handicapés! Non seulement les annonces de la rentrée 2013 se font attendre, mais c'est un véritable camouflet envers la communauté éducative, les élèves et leurs familles. De plus, leur situation reste précaire car ils sont souvent à mi-temps, rémunérés au SMIC, avec une échelle indiciaire réduite.

La SD FSU 66 soutient, avec ses syndicats nationaux, ces personnels et revendique un statut de la Fonction Publique, un métier validé par une formation et l'intégration des agents sous CUI dans ses effectifs. Les poursuites auprès du Conseil de Prud'homme sont toujours d'actualité, les formations proposées ne correspondent ni aux besoins ni aux contrats signés. Des collègues y sont convoqués le 26 novembre 2014 à 14 heures, venons les soutenir! Pour votre défense, vos démarches ou toutes difficultés rencontrées, n'hésitez pas à prendre contact avec les représentants élus de la FSU. Et le 4 décembre, lors des élections professionnelles, faites vous entendre, en renforçant l'audience de la FSU !

Françoise Chatard & Gaëtan Gimenez

### Rentrée scolaire des sans-papiers



Comme à chaque rentrée scolaire, le RESF est submergé par les problèmes des familles sans papiers liés à la scolarisation de leurs enfants. Comment acheter des fournitures quand on n'a aucune rentrée d'argent, ni allocation d'aucune sorte, ni le droit de travailler ? Comment payer la cantine ? Comment payer l'assurance scolaire, les NAP (nouvelles activités éducatives) du vendredi ?

La scolarisation de tout enfant vivant sur le territoire est pourtant l'un des rares droits qui leur reste. Mais problème, l'école n'est plus gratuite. Le RESF, épaulé par le SNUipp, a fait appel aux écoles concernées pour que les directeurs/directrices leur procurent les fournitures de base et les assurent. Et a été entendu.

Le problème majeur reste la cantine. Crucial pour ces enfants. Si ce n'étaient les associations caritatives (le Secours populaire, les Restos du cœur, Messidor, Oasis) qui leur fournissent gratuitement des colis alimentaires, ces familles n'auraient même pas de quoi manger, l'Etat se désintéressant de leur sort. Mais le seul repas équilibré de ces enfants réside dans la cantine.

La mairie de Perpignan a fait un réel effort en établissant un barème dégressif en faveur des familles défavorisées. Dont font évidemment partie les familles sans papiers... et sans ressource aucune.

Mais aucune institution ne veut prendre en charge le reliquat de 0,97€ par repas. Le Conseil général dit ne pas être concerné par les écoles. Ce qui est vrai. Mais il est maître de l'Aide sociale à l'enfance, fut-elle immigrée. La mairie dit avoir suffisamment fait d'efforts. Ce qui est vrai. Mais le budget impacté, de l'ordre de 3 000€ annuel, ne devrait pas être un problème. Quant au RESF et les associations non subventionnées qui le constituent, ils n'ont pas les moyens financiers des organismes d'Etat.

Pour sortir de cette spirale, le RESF a demandé à être reçu par le directeur d'Académie. Il s'est engagé à mettre en place une réunion avec tous les partenaires « dans le mois qui vient ». Et à demander à la mairie de passer sur les impayés de l'an dernier et de réinscrire ces enfants à la cantine.

Le CDEN de début octobre pourrait être l'occasion d'une motion commune FSU/FCPE demandant à ce que ces enfants aient accès à la cantine, malgré les impayés, et rappelant le droit des enfants à manger à leur faim.

Anne-Marie Delcamp- RESF 66



**Le collectif des sans-papiers et son comité de soutien, dont la FSU, appelle une manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, le samedi 4 octobre à 15h Place de la République.**

## ELECTIONS PROFESSIONNELLES

**Cette année, lors du premier trimestre se dérouleront les élections professionnelles, c'est un moment décisif de la vie démocratique.** Du 27 Novembre au 04 Décembre 2014, tous les agents de la Fonction Publique (État, Territoriale et Hospitalière) seront appelés au même moment à élire leurs représentants dans les Commissions Paritaires et les Comités Techniques.

Ces prochaines élections professionnelles constituent donc un enjeu considérable tant pour la FSU que pour tous les syndicats nationaux qui constituent la fédération. L'enjeu porte à la fois sur notre capacité collective à porter nos revendications et à les faire avancer, que sur les moyens dont nous disposerons pour déployer notre activité syndicale au service des personnels et des services publics que nous voulons.

Le défi : redevenir la 1ère fédération de la Fonction publique. Nous pouvons le relever à condition de mobiliser toutes nos forces. Renforcer l'audience de la FSU est un enjeu majeur à placer au delà du seul horizon électoral, puisque pour la FSU il s'agit d'avoir les forces suffisantes pour porter le projet de replacer le Service Public et ses agents au cœur du processus de construction (ou de reconstruction) des solidarités.

Soyez, le temps de la campagne, l'ambassadeur de votre syndicat et de votre fédération, la FSU, avec pour objectif de convaincre un, deux, trois ou plus de vos collègues de voter. Donner plus d'audience à la FSU c'est s'inscrire dans un processus pour renforcer, imaginer, et imposer, ensemble, un modèle social plus solidaire dans une société plus sûre et moins dure.

Gérard Gironell

**Plus de service Public, c'est plus de Solidarité**  
**Missions, statut, emplois et carrières, renforçons l'audience de la FSU**

## En attendant Godot...

Après le discours du Premier ministre à l'occasion du vote de confiance, le Président a confirmé lors de sa conférence de presse l'obstination du gouvernement à poursuivre une politique économique qui pourtant ne fait pas la preuve de son efficacité.

A un moment où nombre de salariés, de chômeurs, de jeunes ou de retraités ont bien du mal à avoir confiance en l'avenir, le Président n'a fait aucune annonce permettant d'offrir de nouvelles perspectives. Il n'a pas levé leurs doutes, leurs inquiétudes ni répondu à leurs questions particulièrement en matière d'emploi et de pouvoir d'achat.

Le Président n'a pas expliqué non plus les réformes en cours comme celle de l'Etat ou de la réorganisation territoriale. Or, il n'est plus temps d'attendre mais de construire de nouvelles alternatives s'appuyant sur une autre répartition des richesses produites.

Car la France est un pays riche. Deuxième puissance européenne, cinquième puissance mondiale, la France est riche aussi de son modèle social. La FSU demande au gouvernement qu'il donne les possibilités à l'ensemble des services publics et de la fonction publique de pouvoir jouer tout leur rôle dans la relance de l'activité de notre pays, dans la lutte contre les inégalités et dans l'anticipation des mutations à venir. Elle lui demande aussi qu'il considère mieux les agents de la fonction publique notamment en mettant fin au gel de leurs salaires.

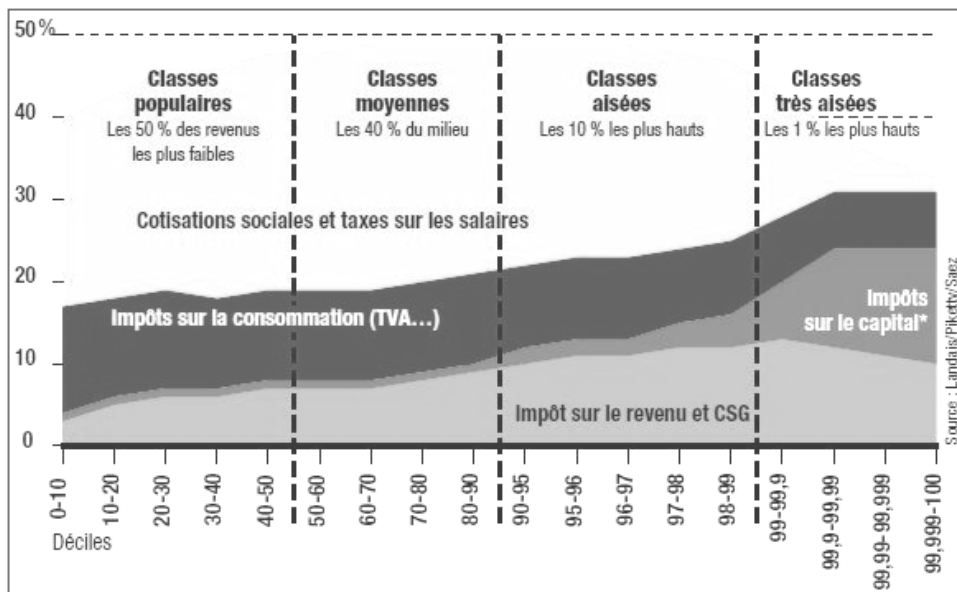
Le débat du mois d'octobre sur la loi budgétaire va constituer un rendez-vous majeur pour cela.

La politique de baisse des dépenses publiques (21 milliards d'économie en 2015...), d'aides aux entreprises sans discernement ni contrôle et exigence de contreparties ne permet pas la sortie de crise ni la réalisation des investissements d'avenir nécessaires pour assurer un développement durable.

A rebours d'une austérité qui nous mène droit dans le mur, il faut conduire les réformes nécessaires pour plus de justice sociale, plus d'égalité et construire des perspectives de progrès social pour toutes et tous.

BG

## Un graphique à méditer ...



### L'injustice fiscale :

Clés de lecture : ce graphique analyse le poids des prélèvements obligatoires (cotisations sociales, TVA, impôt sur le revenu, le capital, etc. ...) selon le décile de revenu. Ainsi on peut voir que les 10% des ménages les plus pauvres sont prélevés à hauteur de 40% de leur revenu disponible, alors même que la structure de la fiscalité se modifie avec l'augmentation du revenu, force est de constater que les 1% des ménages les plus riches ne subissent qu'un prélèvement d'environ 30% de leur revenus. Ce graphe tiré du capital au XXIème siècle de Thomas Piketty démontre que ce ne sont pas ceux qui crient le plus fort contre le « matraquage » fiscal qui en souffrent le plus !

GG

## STYGMATISATION DES CHOMEURS COMME AU TEMPS DU SARKOZYSME

Ce gouvernement, comme d'autres avant lui, nous ressort la politique de l'accentuation du contrôle des chômeurs et chômeuses comme la pierre angulaire et la solution miracle d'une politique de réduction du chômage en France. Il est détestable qu'une fois de plus les demandeurs et demandeuses d'emploi soient stigmatisés-es de la sorte (« chômeur fraudeur / chômeur tricheur ») comme au bon vieux temps du sarkozysme.

Les conseillers-ères de Pôle-emploi vont à nouveau être mis-es sous pression comme les demandeurs et demandeuses d'emplois.

A l'inverse, on ne voit rien de la part du ministre sur le contrôle des entreprises qui usent de différentes exonérations de charges sans le moindre contrôle, rien sur l'effectif insuffisant des inspecteurs et des contrôleurs du travail qui comptent aujourd'hui 2260 personnes, pour 1,8 millions d'entreprises et 18 millions de salarié-es !

Rien sur une réforme profonde de la fiscalité dégageant des ressources supplémentaires, réduction du temps de travail, créations massives d'emplois, notamment en initiant la transition écologique et la mise en œuvre d'une sécurité sociale professionnelle permettant les garanties sociales entre autres pour les mobilités et transitions professionnelles.

Rien sur des politiques spécifiques pour les chômeurs et chômeuses de longue durée dont différentes mesures pourraient inclure la possibilité d'un droit de tirage pour une formation rémunérée - diplômante ou qualifiante - de 1607 heures. Nous ne pensons pas que la formation professionnelle assure mécaniquement une réinsertion professionnelle mais articulée avec un accompagnement renforcé, elle fait partie d'un ensemble de dispositifs positifs.

Rien sur la situation de l'emploi des jeunes qui, malgré les mesures publiques mises en œuvre, reste difficile. Elle appelle à la fois des bilans en particulier pour les contrats de génération mais également des mesures emploi nouvelles.

N'oublions pas que les statistiques du marché du travail n'intègrent pas les situations de décrochage et de marginalisation sociale

rendant des jeunes en rupture totale de relations avec les composantes du service de l'emploi et des divers organismes sociaux.

Plusieurs organismes du service public de l'emploi (Pôle-Emploi, Missions Locales, CAP Emploi...) devraient initier une politique d'intervention spécifique en direction de ces publics. Elle pourrait constituer l'activité centrale de conseillers-ères à l'emploi, mobiles et affectées dans les quartiers sensibles et zones urbaines.

Notre syndicat, avec sa fédération FSU, revendique l'ensemble de ces mesures. Les alternatives existent avec une autre volonté politique.

Le SNU PE FSU

**Plus de service Public, c'est plus de Solidarité**  
**Missions, statut, emplois et carrières, renforçons l'audience de la FSU**

# 2014 année d'élections professionnelles

Pour la première fois l'ensemble de la Fonction Publique votera en même temps.

Nous voterons entre le 27 novembre et le 4 décembre prochains, afin d'élire nos représentants aux Comités Techniques et Commissions Administratives Paritaires pour 4 ans.

Il s'agira de donner à la **FSU** et ses syndicats les moyens de porter le projet de développement des **Services Publics** et de la **Fonction Publique**.  
**Missions, statuts, emplois, carrières, renforçons la FSU.**



*cliquez votez*

**Vote électronique pour tous !**

Plus de détails dans un prochain bulletin



LA FONCTION PUBLIQUE EST VOTRE CHOIX.  
 VOUS DÉFENDRE EST NOTRE COMBAT.

La F.S.U (Fédération Syndicale Unitaire) agit chaque jour avec et pour les personnels de la fonction publique.  
[www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)



**Avec la FSU,**  
 pour le Service Public !



*Votez pour la FSU  
 et  
 Votez pour ses  
 Syndicats Nationaux*

